

Concours : 2^{ème} CONCOURS ENM

Epreuve : CAS PRATIQUE CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 01 :

Valentine A et Julien B, âgés respectivement de 30 et 31 ans, donc approximativement du même âge, compte se marier le 24 juin 2017. Bast directeur des ressources humaines dans une grande entreprise, il a donc une situation à priori stable, durable et confortable avec des revenus salariaux. A vient de monter un cabinet de chirurgie dentaire, s'est endetté auprès de sa banque pour cela. Elle compte exercer une activité libérale. A et B souhaitent fonder une famille et adopter un régime matrimonial qui leur permette de protéger cette famille.

Ils optent au des conseils de notaire pour le régime de la communauté réduite aux acquêts avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant et clause de donation entre époux portant sur l'universalité des meubles et des immeubles composant la succession.

A et B ont donc choisi une communauté; ce choix peut être critiqué au vu des de leurs objectifs de protection de la famille et de leur situation personnelle: en effet, par sa situation, A est endetté avant la conclusion du mariage. En outre, son activité libérale entraîne d'une part des risques d'importantes d'endettement et d'autre part une possibilité de forts revenus. Dans ces deux cas extrêmes, la communauté ne semble pas adaptée. En effet, dans le cas où l'activité de A perdure de manière florissante, il semble dans l'intérêt du couple

N°

115

et de la famille à savoir que les revenus acquis par A pendant le mariage entrent dans la communauté. Sur ce point cette dernière est donc justifiée. Précisons à cet égard que l'article 1401 du Code civil énonce que la communauté se compose activement des acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant du fruit de leur industrie personnelle que des fruits et revenus de leurs biens propres⁴. Ainsi, la communauté se composera des salaires de B versés selon des revenus, dans cette hypothèse florissante, de A, ce qui bénéficiera à l'entière famille (au détriment de A prise isolément, mais cela correspond à la préoccupation de protéger la famille).

En revanche, une difficulté se présente dans le cas où les affaires de A ne seraient pas florissantes, au contraire. En effet l'article 1409 prévoit que la communauté se compose passivement [...] à titre définitif, [...] des autres dettes nées pendant la communauté. En dans cette hypothèse, A risque d'apporter des dettes dans la communauté, et donc de ne pas atteindre son objectif de protection de la famille. En outre, la clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant ne bénéficiera qu'à A dans le cas où B précède; elle risque d'amener B à supporter les dettes de A dans le cas où cette dernière précède. L'objectif de protection de la famille n'est à cet égard pas atteint.

Pour ailleurs, la clause de donation portant sur l'universalité des meubles et immeubles composant la succession peut s'avérer très bénéfique à B, si A précède et que ses affaires ont fonctionné de manière à ce qu'elle ait pu rembourser de dette et ainsi acquiescer son endettement. Mais dans le cas contraire, une telle clause ferait reposer la dette de A sur les époux de B, survivant à A. Ainsi cette clause fait peser un risque important sur B.

Enfin, il faut rappeler que l'article 1411 ce prévoit que les créanciers peuvent saisir les biens de la communauté quel que soit le titulaire qui appartient au débiteur.

une part des biens [---] a été confondue dans le patrimoine commun et ne peut plus être identifiée selon les règles de l'article 1402.
Cet article implique un risque de plus pour les biens de la communauté dans le cas où A fait faillite.

Ainsi, dans le cas précis de ces époux, un régime de communauté, même s'il préserve théoriquement les salaires de B en vertu de l'article 1414 CC, ne semble pas adapté aux risques que présente l'activité de B. En conséquence et sur un de ces risques, il apparaît plus opportun de recommander un régime de participation aux acquêts, tel que prévu par les articles 1565 et suivants du CC.

En effet, un tel régime permet de protéger d'un côté A, qui pourra bénéficier des acquêts liés aux salaires réguliers de B, mais aussi de limiter les risques encourus par B du fait de l'instabilité de l'activité de A.

Question 3:

A et B ont conclu un contrat avec C. Ce dernier ne sera pas en mesure d'exécuter sa prestation, mais a tout de même reçu un acompte de 1000 € pour sa prestation d'une valeur de 2000 €. Le contrat qui lie A et B à C date du 20 décembre 2016. A et B veulent éviter une procédure judiciaire, il faut donc leur conseiller de recourir à un mode amiable de règlement du litige qui les oppose à C, parce que ce dernier refuse de leur rendre l'acompte perçu.

En premier lieu, A et B peuvent recourir à la médiation conventionnelle, telle que prévue aux articles 1530, 1531, 1532 à 1535 du CC. Cette médiation, si elle parvient à un accord, impose néanmoins à A et B de faire une requête au juge, afin que l'accord obtenu fasse l'objet d'une homologation du juge (Article 1534 CC).

Pu ailleurs, A et B peuvent saisir le conciliateur de justice, conformément à l'article 1536 CC. De la même manière, en cas de constat d'accord entre les parties, une requête en homologation doit être présentée au juge par les parties (article 1561 CC). Le conciliateur de justice dispose, contrairement au médiateur, d'un certain pouvoir d'instruction du litige, en ce qu'il peut notamment entendre les personnes (article 1538) et en ce qu'il invite les intéressés à se rendre devant lui (article 1537 CC).

Enfin, A et B peuvent se tourner vers le tribunal arbitral afin d'obtenir un arbitrage (Art 1678 et suivants du CC).

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVIL

N° Anonymat : IBCUR783 XP

Nombre de pages : 8

Concours : 2^{ème} Concours ENM

Epreuve : CAS PRATIQUE CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 4 :

L'action en résolution du contrat est une action personnelle. Elle est de valeur indéterminée mais concerne une obligation dont la valeur est de 2000 €.

Les articles 33 et 34 du Code de procédure civile (CPC) combinés à l'article L 221-4 du Code de l'organisation Judiciaire (COJ) permettent de déterminer que le tribunal d'instance connaît des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10000 €.

Le montant de l'obligation étant de 2000 €, le tribunal d'instance sera compétent pour cette action.

A et B doivent procéder par assignation de C devant le tribunal d'instance, au sens des articles 56 et suivants CPC.

N°

S.I.S

Nº

.../...

